



Union des Forces Démocratiques de Guinée

DECLARATION DE LA CELLULE DE COMMUNICATION DE L'UFDG

Les populations de la Guinée forestière sont dans le malheur. Des morts, plusieurs dizaines, brûlés vifs ou par balles ou encore par des coups d'une violence insoutenable.

Leur douleur a atteint l'indicible lorsque des images filmées ont montré les corps de leur chair, enlevés de la morgue comme par déroboade et ensevelis dans une fosse commune. Sans sépulture.

En même temps, à Conakry, Dubréka et Mamou, onze personnes seront abattues par les forces de l'ordre et des centaines de citoyens seront blessés, séquestrés et plusieurs autres soumis à des traitements inhumains et dégradants.

Le refus de soutenir le double scrutin du 22 Mars vaut-il ces atrocités exercées sous forme d'expédition punitive avec destruction d'habitations et incendies de lieux de culte ?

Le choc sur la conscience nationale et l'émotion dans la communauté internationale ont été bien plus forts que lors des crimes commis à Zoghota, Womey, Saoro ou à Conakry lors des manifestations politiques et syndicales.

Le pouvoir dont la main noire est derrière ces hideux évènements a compris que, pour se sauver, il fallait détourner l'attention de la Nation et du monde.

Par la technique du bouc émissaire : ce sera l'UFDG et son Président. Par le moyen du mensonge dont il est coutumier : ce sera la litanie de calomnies égrenées dans la Déclaration du RPG le jeudi 26 mars 2020 à son siège.

Cette déclaration du RPG a été rendue publique au moment où :

- ✓ le pouvoir s'apprêtait à s'octroyer sans scrupules les suffrages que le peuple lui a refusés lors de la mascarade électorale du 22 mars ;
 - ✓ les organisations internationales dénonçaient en chœur la mascarade organisée à l'occasion de ce double scrutin ;
 - ✓ les populations de Conakry enterraient dans la douleur les victimes de la répression du 22 mars auxquelles l'accès aux morgues des hôpitaux publics a été refusé.
-

Pour cacher ces crimes odieux et garantir l'impunité à leurs auteurs, Alpha Condé a ordonné à son Parti, dont il est toujours le Président, de déplacer le débat en attribuant publiquement et solennellement au Président de l'UFDG les exactions commises à Nzérékoré et les tirs entendus il y a quelques jours au camp Alpha Yaya.

L'UFDG ne réagira point à cette calomnie pour ne pas entrer dans un débat qui détournerait l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le coup d'état constitutionnel et les nombreux crimes commis à l'occasion de cette forfaiture, notamment à N'Zérékoré et à Conakry.

Au lieu de fomenter de faux complots, le RPG-arc-en-ciel devrait plutôt encourager son gouvernement à coopérer avec les Nations Unies en vue de diligenter la mise en place d'une Commission d'enquête internationale pour faire toute la lumière sur ces crimes conformément à la demande du FNDC.

Conakry, le 28 mars 2020
La Cellule de communication